HRW dénonce un "discours provocateur" du parti au pouvoir au Burundi

Human Rights Watch,Â 5 aoÃ»t 2022 Un haut responsable du Burundi sâ€™en prend aux organisations de dÃ©fense des droits humains Discours Ã©logieux pour un ancien dirigeant qui a ordonnÃ© des meurtres et des actes de torture Le dirigeant du parti au pouvoir au Burundi a prononcÃ© cette semaine un discours dÃ©plorable lors dâ€™un Ã©vÃ©nement en hommage au gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimina, qui, avant dâ€™Ãªtre assassinÃ© il y a sept ans, avait supervisÃ© des violation droits humains, notamment des meurtres, des actes de torture et des arrestations arbitraires de personnes soupÃ§onnÃ©es dâ€™Ãªtre des opposants politiques.

Ce discours a Ã©tÃ© prononcÃ© par RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo, lâ€™actuel secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti au pouvoir au Burun national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), auquel Nshimirimina appartenait Ã©galement â€“ un coup dur pour les victimes de Nshimirimana.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Ndikuriyo sâ€™est ensuite livrÃ© Ã une attaque particuliÃ¨rement choquante contre des organisations internationales de dÃ©fense des droits humains qui documentent les abus actuellement commis au Burundi, y comprisÂ par des membres de la tristement cÃ©lÃ¨bre ligue des jeunes du parti au pouvoir â€“ les Imbonerakure. Ndikuriyo a vantÃ© la stratÃ©gie du parti visa Ã Â militariser la ligue des jeunes, dont les membres commettent des abus dans tout le pays. Si le fait quâ€™un violateur notoire des droits humains continue dâ€™Ãªtre idolÃ¢trÃ© est dÃ©plorable en soi, le silence de la communautÃ© diplomatique son absence de prise de position publique sur ces dÃ©veloppements ne font quâ€™aggraver la situation. Le jour mÃªme oÃ¹ Ndikuriyo sâ€™en prenait aux organisations internationales de dÃ©fense des droits humains, lâ€™ambassadeur de lâ€™Union europÃ©enne au BurundiÂ a Ã©tÃ© reÃ§uÂ par le prÃ©sident burundais, Ã‰variste Ndayishimiye. Il y a sept ans, le 2 aoÃ»t 2 Nshimirimana, ancien chef des services de renseignement et proche alliÃ© du prÃ©sident de lâ€™Ã©poque, Pierre Nkurunziza, Ã©tÃ© assassinÃ© par des hommes non identifiÃ©s qui ont ouvert le feu sur son vÃ©hicule dans la capitale de lâ€™Ã©poque, Bujumbura. Figurant parmi les personnalitÃ©s les plus puissantes et brutales du pays, il Ã©tait pourtant considÃ©rÃ© comme intouchable. Son assassinat sâ€™est produit alors que le pays sombrait dans une crise des droits humains prolongÃ©e, dÃ©clenchÃ©e par la dÃ©cision de Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat controversÃ© Ã la tÃªte de lâ€™Ã‰tat. Des manifestants ont Ã©tÃ©Â tuÃ©s, torturÃ©s et emprisonnÃ©s. Les organisations de la sociÃ©tÃ© civile et les mÃ©dias indÃ©pe Ã©tÃ©Â dÃ©cimÃ©s, presque tous leurs dirigeants Ã©tant contraints de partir en exil Ã lâ€™Ã©tranger. Au lendemain de la m Nshimirimana, un cÃ©lÃ¨bre dÃ©fenseur des droits humains, Pierre Claver Mbonimpa,Â Ã©tait griÃ¨vement blessÃ© par balles. lâ€™Ã©poque, la communautÃ© internationale avait rÃ©agi avec fermetÃ© Ã la crise des droits humains en cours en imposant sanctions ciblÃ©es, des restrictions financiÃ¨res, et en crÃ©ant, sous lâ€™Ã©gide des Nations Unies, uneÂ commission dâ€™e sur le Burundi, chargÃ©e de mener des investigations sur les graves violations des droits humains. Cette semaine, le discours provocateur de Ndikuriyo montre bien le peu dâ€™intÃ©rÃªt que les dirigeants du parti au pouvoir accordent Ã lâ€™amÃ©lioration du bilan dÃ©plorable du pays en matiÃ¨re de droits humains. Les diplomates dâ€™aujourdâ€™hui devraien chaque occasion qui se prÃ©sente Ã eux pour Ã©voquer les questions de droits humains avec les dirigeants du Burundi et exprimer clairement leurs prÃ©occupations face Ã ce genre de rhÃ©torique incendiaire. ClÃ©mentine de Montjoye Chercheuse, division Afrique

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});